

Compte rendu de la conférence

1 300 ans d'histoire économique vivante de Madagascar : présentation de l'exposition

Cadre : Axe 2 - Madagascar et développement, dans le cadre de Zama 2026 (Passerelles, 10 ans). Dimanche 5 juillet 2026, en matinée, auditorium de l'Espace Bernanos, Paris. La conférence présentait l'exposition « 1 300 ans d'histoire économique vivante de Madagascar », visible pendant le festival, et ouvrait la matinée avant la table ronde « Quel(s) modèle(s) de développement pour Madagascar ? » qui en prolongeait les questions

Conférencier : Thierry Rajaona, gérant fondateur de FTHM Consulting, président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) de 2020 à 2024, à l'initiative de l'exposition et du colloque conçus avec le département Histoire de l'Université d'Antananarivo. Fidèle de ZAMA, il était déjà intervenu dès la première édition de 2016 sur les fonds d'investissement et l'épargne de la diaspora

Public : la salle a réservé un accueil chaleureux à la conférence, prélude à la visite de l'exposition et à l'acquisition des actes du colloque proposés sur place

Pourquoi un cabinet de conseil raconte l'histoire

1. Le lien entre FTHM et l'histoire économique, Thierry Rajaona l'a livré d'emblée : l'exposition présentée à Paris est la troisième édition d'un cycle d'« Expo'Colloques » que le cabinet consacre à l'histoire économique de Madagascar. La première, en 2016, portait sur l'histoire économique contemporaine depuis l'indépendance ; la deuxième, en 2018, interrogeait la gouvernance comme point clé du développement.
2. Une troisième édition prévue en 2020 a été empêchée par le Covid ; elle s'est finalement tenue en 2025, année des 30 ans de FTHM, créé en 1995. L'occasion de célébrer l'anniversaire du cabinet et de perpétuer une tradition commencée neuf ans plus tôt.
3. Derrière la démarche, une responsabilité sociétale assumée, placée sous le signe de l'éducation : l'histoire de Madagascar est plus ou moins connue, son histoire économique est pratiquement méconnue. FTHM en a fait un véhicule d'éducation de la population malgache sur des sujets peu familiers mais jugés essentiels.
4. Trois principes guident l'action : un peuple qui ne connaît pas son histoire n'a pas de racines ; il faut en permanence apprendre du passé pour construire un futur possiblement meilleur ; et la maîtrise de l'histoire de Madagascar consolide l'identité malgache.
5. Nouveauté de cette édition : après deux collaborations avec la faculté d'économie et de gestion de l'Université d'Antananarivo, FTHM s'est associé pour la première fois au département Histoire. Le format reste double : un colloque d'environ deux jours réunissant enseignants, chercheurs et hommes d'affaires, cette fois davantage tourné vers les historiens, et une exposition.

6. Les deux premières éditions ont circulé sur panneaux physiques à Tananarive et dans les villes des six provinces. Pour 2025, à la fois pour des raisons de coût et parce que la technologie le permet, l'exposition existe en version physique et en version virtuelle, visitable sur internet, qui atteint un public beaucoup plus vaste.

7. Sa venue à Paris est aussi une première : jamais une exposition sur l'histoire économique de Madagascar n'y avait été montrée. Elle doit tout à une question de Patrick Rakotomalala, qui l'avait vue à Tananarive : « Thierry, est-ce qu'on peut la transposer à Paris ? » Réponse du conférencier, dans un éclat de rire : « C'est possible, mais tu t'en occupes. »

De 200 à 1 300 ans : la genèse du thème

8. Thierry Rajaona a raconté avec humilité la genèse du titre. Son idée initiale couvrait 200 ans : un triptyque de trois fois soixante ans, la période royale, la colonisation, l'indépendance. La cheffe du département Histoire l'a arrêté net : trop focalisé, comme si l'histoire économique malgache n'avait commencé qu'avec la royauté.

9. Elle propose une date de départ : l'an 700. Le peuplement de l'île est certainement bien antérieur, mais les migrations austronésiennes des VIII^e et IX^e siècles constituent un fait économique majeur : elles importent des techniques agricoles décisives, la riziculture en tête, et introduisent de nouvelles espèces végétales. « Banco pour 1 300 ans », a conclu le conférencier.

10. Restait la question des sources sur une période dont plusieurs siècles sont sans écriture : pour l'histoire récente, depuis le XIX^e siècle, les écrits des chercheurs ; pour la période antérieure, du VIII^e au XVI^e siècle environ, des sources essentiellement archéologiques. Quatre périodes structurent la fresque : ancienne (VIII^e-XVIII^e siècle), royale (XIX^e siècle), coloniale (1896-1960), contemporaine (depuis 1960).

La période ancienne (VIII^e-XVIII^e siècle) : une île déjà mondialisée

11. Plutôt que de tout raconter, le conférencier a sélectionné des idées à retenir, en invitant la salle à parcourir ensuite « cette magnifique fresque ». Première surprise : dès le XII^e siècle, Madagascar s'insère dans le commerce international, dans une forme de mondialisation avant la lettre, avec des flux commerciaux vers l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient et l'Asie.

12. Aux XII^e et XIII^e siècles, l'île connaît déjà des métiers qu'on aurait du mal à imaginer spontanément : forge, poterie, joaillerie, tissage. Des fouilles archéologiques menées dans le nord-ouest, à Mahilaka, en ont livré les fragments probants, à côté des activités classiques d'agriculture, de pêche, d'élevage et de cueillette.

13. Il ne faut pas non plus oublier que Madagascar est, dès le IX^e siècle, une terre d'approvisionnement en esclaves : la traite transatlantique n'existant pas encore, les esclaves achetés sur l'île sont orientés essentiellement vers le Moyen-Orient.

14. Le commerce extérieur dessine une économie déjà singulière : Madagascar importe des perles, des céramiques, des objets de luxe, mais pas de biens alimentaires — l'île est autosuffisante. Elle exporte en revanche du fer et des objets en pierre, notamment en chloritoschiste.

La période royale (XIXe siècle) : institutions, précocité, industrialisation

15. Le tournant institutionnel se joue au XVIIIe siècle avec l'émergence du royaume merina sous l'impulsion d'Andrianampoinimerina, roi visionnaire d'une nation malgache s'étendant « jusqu'à la mer ». Là où tout se faisait de façon informelle, il crée les marchés officiels, impose le contrôle des poids et mesures, met en place les taxes de marché : les acteurs économiques peuvent commercer de façon institutionnalisée.

16. Face à la croissance de la population et aux famines, il engage de grands travaux agricoles, d'irrigation et de digues. Le tout s'appuie sur le fanompoana, ce devoir de corvée que chaque sujet devait au roi, quelques jours par mois ou par an de travaux publics non payés — une institution qui, on le verra, se prolongera jusque sous la colonisation.

17. Le XIXe siècle est celui de la reconnaissance internationale : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis, la France reconnaissent Radama Ier comme roi de Madagascar, quand bien même le pays n'était unifié qu'aux deux tiers ou aux trois quarts. Avec l'arrivée des Anglais, de nouveaux métiers d'artisanat sont introduits, et des Malgaches sont envoyés en Angleterre pour les étudier et les développer au pays.

18. Sous la pression anglaise, Radama Ier abolit la traite des esclaves, à contrecœur puisqu'elle lui procurait des recettes : une précocité relative, quand la France a attendu 1848 pour l'abolition définitive. L'application resta partielle, mais globalement respectée.

19. Troisième élément, que le conférencier dit avoir vraiment découvert en préparant l'exposition : les débuts de l'industrialisation malgache sous Ranavalona Ire. Grâce notamment à Jean Laborde et à d'autres étrangers, anglais et français, Madagascar compte alors parmi les pays les plus industrialisés d'Afrique, sinon le plus industrialisé.

20. Les travaux du chercheur canadien Gwyn Campbell, qui enseigne à McGill, documentent cette époque avec des chiffres précis d'employés et de production. La période royale, c'est aussi le premier accord de libre-échange de l'histoire du pays, signé sous Radama II, la charte Lambert, largement contesté par ses compatriotes.

21. Dernier fait marquant : la conquête très progressive du pouvoir économique par l'oligarchie hova, la bourgeoisie de l'Imerina. Amorcée sous Radama Ier, qui la maîtrisait encore, elle s'affirme sous les règnes suivants, si bien qu'à la veille de la colonisation, le pouvoir économique est entièrement entre les mains de cette oligarchie.

La période coloniale (1896-1960) : économie de traite, grands travaux, auxiliaires

22. Les soixante ans de colonisation se laissent partager en deux. De 1896 à la Seconde Guerre mondiale, Madagascar vit à fond la colonie d'exploitation : une économie de traite qui exporte des matières brutes non transformées, riz compris, café, produits miniers, et sert de débouché aux produits manufacturés français.

23. C'est aussi l'époque des grands travaux structurants : les voies ferrées, dont la ligne reliant Tananarive à la côte Est, celle desservant Fianarantsoa et la ligne de Moramanga, ainsi qu'un bon nombre de routes. Le pouvoir français, sans grands moyens pour financer ses colonies, perpétue le fanompoana sous la forme du SMOTIG, la main-d'œuvre des travaux d'intérêt général non payée : des chantiers très contraignants et asservissants pour les Malgaches.

24. Colonie d'exploitation oblige, 1,3 million d'hectares de terres arables sont confisqués aux Malgaches pour être remis aux colons. Et si une très petite minorité de colons domine l'économie, un deuxième niveau éclaire la réalité d'aujourd'hui : les auxiliaires indiens et chinois de l'économie de traite.

25. Pour exporter le brut et importer le manufacturé, les Français se sont appuyés quasi exclusivement sur les Indiens et les Chinois, et pas du tout sur les Malgaches. C'est ainsi que ces communautés ont pu constituer un patrimoine et développer les activités qu'on leur connaît aujourd'hui, tandis que les hommes d'affaires malgaches, soupçonnés de financer la résistance, étaient rapidement matés.

26. Quelques réussites malgaches ont traversé l'époque, dont la famille Ramanandraibe, qui constitue sa fortune dans les années 1940-1950, à force de discrétion. Après la Seconde Guerre mondiale, la donne change : la notion de développement économique et social émerge, sous l'impulsion du gouvernement français, avec la création en 1946 du fonds d'investissement pour le développement économique et social.

27. Des institutions financières françaises financent alors des industries agroalimentaires : les sucreries du nord et de l'ouest, les conserveries, datent d'avant l'indépendance, et Madagascar exporte déjà des produits manufacturés, notamment des conserves de viande connues sur les étals français. À l'aube de l'indépendance, le pays commence à dépasser la simple économie de traite.

La période contemporaine (depuis 1960) : quatre constats

28. En 1960, Madagascar recouvre l'indépendance perdue soixante ans plus tôt et entre dans la catégorie des pays en voie de développement, comme tous les nouveaux indépendants d'Afrique et d'Asie. De cette période, le conférencier retient quatre points, sans refaire soixante-cinq ans d'histoire.

29. Premier constat : en soixante ans, le pays est passé du groupe des pays en voie de développement au groupe plus restreint des pays les moins avancés. « On n'a pas progressé, on a régressé. » Deuxième constat : la Première République a connu une certaine émergence industrielle, environ cent ans après Ranavalona Ire.

30. *Ma question : est-ce qu'il faut encore attendre cent ans pour connaître une troisième émergence industrielle ? Je vous laisse répondre.*

— Thierry Rajaona

31. Troisième constat : Madagascar a connu de nombreuses crises, et la réalité est une faible résilience face aux crises politiques et sociales qui se sont succédé — un ouvrage récent publié par l'IRD, *D'une crise l'autre*, en fait la démonstration, chaque crise entraînant une autre.

32. Quatrième constat, la réalité de 2026 : Madagascar est le cinquième pays le plus pauvre du monde, celui où le taux de pauvreté est le plus élevé, autour de 80 %, et un pays encore en quête de son modèle de développement économique — la question précisément débattue par la table ronde qui suivait.

L'accueil de l'exposition et les suites

33. Depuis sa présentation à Madagascar en septembre 2025 jusqu'à Paris en juin 2026, l'exposition a accueilli 15 000 visiteurs en présentiel, sans compter ceux à venir et les visiteurs de la version virtuelle. Le livre d'or est unanimement séduit, à une remarque dissonante près, savourée par le conférencier : « intéressant, mais beaucoup trop de choses à lire ».

34. Les actes du colloque des 3 et 4 juin, parus quinze jours avant le festival, rassemblent en 167 pages une douzaine de contributions sur ces 1 300 ans d'histoire économique ; ils étaient en vente à la librairie du festival au prix de 20 euros. La visite complète de l'exposition demande une heure à une heure et demie.

35. Et le conférencier a conclu sur la suite la plus personnelle qui soit : cette aventure lui a montré combien de domaines de l'histoire de Madagascar restent à creuser, au point de le renvoyer à la vie étudiante. Il prépare actuellement un master d'histoire économique et envisage un doctorat pour approfondir les thèmes qui lui paraissent les plus prometteurs.

Conclusion

36. En une petite heure, la conférence a fait tenir treize siècles dans une démonstration simple : Madagascar n'a jamais été hors de l'histoire économique du monde. Île mondialisée dès le XII^e siècle, autosuffisante et exportatrice, précocement institutionnalisée, industrialisée avant la plupart du continent, elle a aussi vu se construire, de l'oligarchie hova aux auxiliaires de la colonisation, des structures de pouvoir économique dont les effets se lisent encore.

37. Le fil qui court jusqu'à aujourd'hui, du fanompoana royal au SMOTIG colonial, des émergences industrielles interrompues à la quête toujours ouverte d'un modèle, donnait à la table ronde qui suivait sa profondeur de champ : comprendre pourquoi les décollages ne durent pas suppose d'abord de savoir qu'il y en a eu, et depuis longtemps.

Note méthodologique

38. Ce compte rendu a été établi à partir d'une retranscription automatique de l'enregistrement de la conférence (dimanche 5 juillet 2026, matinée), et non d'une vérification mot à mot sur l'enregistrement comme les autres comptes rendus de la collection. Les citations restituées entre guillemets sont corrigées de la reconnaissance vocale et doivent être vérifiées sur l'enregistrement avant publication.

39. Les noms propres, déformés par la transcription automatique, ont été restitués par contexte historique : Mahilaka, Andrianampoinimerina, Ranaivalona Ire, Radama II, charte Lambert, Jean Laborde, Gwyn Campbell (McGill), fanompoana, SMOTIG, oligarchie hova, famille Ramanandraibe, *D'une crise l'autre* (IRD). Ces restitutions, très probables, restent à confirmer, de même que le nom de la cheffe du département Histoire de l'Université d'Antananarivo, inintelligible dans la transcription, et le tracé exact des lignes ferroviaires citées.

40. Les chiffres (visiteurs, hectares confisqués, taux de pauvreté, pagination des actes) sont rapportés tels qu'énoncés par le conférencier. Les paragraphes sont numérotés en continu, citations comprises, pour faciliter les renvois et les relectures.